

Messages clés

Développer, améliorer et accroître les compétences de chacun afin de créer et de pourvoir les emplois de demain est l'un des défis majeurs se posant à l'Europe aujourd'hui. Les individus, les employeurs du privé et du public, le secteur éducatif et les administrations publiques à tous les niveaux, tous doivent renouveler leur efforts en ce sens et envisager le futur avec ambition.

Développer les compétences est une opération gagnante à tous points de vue: pour l'économie, pour la société, pour les employeurs et, évidemment, pour les personnes elles-mêmes. Dans chacun des pays de l'UE, les taux de chômage varient systématiquement avec les niveaux de qualification. En moyenne, le taux d'emploi des personnes hautement qualifiées se situe autour de 85%, mais est de 70% pour ceux possédant un niveau de qualification intermédiaire et de 50% seulement pour les moins qualifiés.

Il nous faut malheureusement reconnaître qu'une grande partie des Européens n'ont pas encore un niveau de qualification suffisant. Presque un tiers de la population européenne âgée de 25 à 64 ans, environ 77 millions de personnes, n'ont aucun diplôme ou bien possèdent seulement un bas niveau de qualification, alors que seulement un quart des Européens possèdent des qualifications de niveau supérieur. Les moins qualifiés sont aussi les moins susceptibles de bénéficier d'une formation continue leur permettant d'améliorer leurs compétences.

Un autre grand défi est de garantir que les personnes possèdent les compétences adéquates. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'aptitude à l'emploi à court-terme, mais de notre capacité à s'adapter à et générer les emplois de demain. Au cours de la dernière décennie, les systèmes d'éducation et de formation en Europe se sont adaptés pour mieux correspondre aux besoins. Cependant des décalages avec le marché du travail existent toujours; des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et des déficits de compétences adéquates coexistent malheureusement avec le phénomène du chômage, et l'exclusion économique et sociale qui en découle.

Nous pouvons et devons faire beaucoup mieux. Au vu de la concurrence mondiale accrue, les pays européens ne pourront plus être compétitifs sur la base des coûts et des prix, mais devront fournir des produits et des services de meilleure

qualité et plus innovants, délivrés par des personnes hautement qualifiées. Encourager la créativité et l'esprit d'entreprise à travers la formation est fondamental pour la croissance à long-terme. La crise et le processus de relance accélèrent également le rythme de la restructuration économique, ce qui a des conséquences durables sur le volume et les types de compétences requises.

Les tendances démographiques futures rendront ces défis encore plus pressants. De moins en moins de jeunes sortiront du système scolaire et des universités, et la seule tranche d'âge de la main-d'œuvre susceptible de s'accroître sera celle des plus de 50 ans. La proportion des plus de 65 ans par rapport au groupe des 15 à 64 ans passera de 26% en 2008 à 38% en 2030. Avec l'augmentation du ratio de dépendance pour le financement des retraites, il est clair que tous les actifs ayant un emploi devront également devenir plus productifs afin de soutenir ceux qui seront en dehors du marché du travail.

Ces défis surviennent dans un contexte de restrictions budgétaires pour tous ou presque tous les Etats membres ainsi que l'UE elle-même. Ceci exige des choix clairs et raisonnés sur les priorités pour le financement public de l'éducation et de la formation. Nous devons encourager fortement les personnes et les employeurs à investir davantage dans le développement des compétences, non seulement afin de garantir la rentabilité de ces investissements mais aussi tirer profit du potentiel de tous.

Notre vision pour 2020

Nous voulons une Europe où les citoyens possèdent plus et de meilleures compétences. Une Europe où les organisations et les personnes peuvent opérer des choix bien informés sur les types d'enseignement ou de formation dans lesquels investir, en fonction des emplois qu'elles ont ou auxquels elles souhaiteraient postuler. Une Europe où les systèmes de formation proposent des approches innovantes, accessibles, flexibles et personnalisées, et se concentrent à la fois sur le développement des aptitudes de base et des compétences intellectuelles et techniques.

Nous voulons une Europe où ces efforts auront aidé à surmonter avec succès la crise, mais aussi changé fondamentalement la manière dont les Européens envisagent l'éducation et la formation,

le travail, et la relation entre les deux. La formation et le travail ne seraient plus deux mondes distincts, mais deux phases d'un processus d'apprentissage continu, tout au long de la vie, ouvert à tous et favorisant l'innovation.

Pour cela, l'une des conditions indispensables est de faire en sorte que les citoyens, les entreprises et les organismes publics reconnaissant la valeur des compétences soient toujours plus nombreux. Nous devons persuader davantage de personnes et d'organisations que leur prospérité future dépend de l'amélioration quantitative et qualitative des compétences. L'investissement global dans la formation doit augmenter malgré les restrictions budgétaires et doit être bien ciblé pour être efficace. A cette fin, les Etats membres doivent promouvoir une plus grande responsabilité dans l'investissement dans les compétences, équitablement partagée entre le gouvernement, les employeurs et les individus.

Comment cela peut-il s'accomplir?

1. L'investissement dans les compétences doit être massif et intelligent. Ceci implique la mise en place d'**incitations adéquates afin d'encourager individus et employeurs à développer et mieux utiliser les compétences**: nous avons besoin de meilleures incitations et services pour l'ensemble des citoyens et pour toutes les types d'entreprises, afin qu'elles investissent dans les compétences de tous et en fassent le meilleur usage possible.
2. Nous devons **resserrer les liens entre les mondes de l'enseignement, de la formation et du travail**. Nous devons innover afin de rendre l'éducation et la formation plus flexibles et ouvertes ainsi que pour développer des relations plus efficaces entre les institutions éducatives, les employeurs et les services en charge de l'emploi et de l'orientation professionnelle. Une meilleure coopération permettra également de développer des qualifications basées sur les compétences comme résultats d'apprentissage, et d'assurer à tous des possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie.
3. Nous devons **développer des profils de compétences adaptés et équilibrés**. Les compétences spécifiques relatives au travail, acquises au cours de la formation, doivent

être complétées par des compétences transversales, telles que les compétences informatiques et l'esprit d'entreprise. Ceci permet à la fois d'encourager l'esprit d'initiative plutôt que la simple reproduction des connaissances et de mieux s'adapter aux besoins des bénéficiaires des formations comme des employeurs.

4. Nous devons **mieux anticiper les besoins futurs en compétences**, en améliorant la collecte d'informations sur le marché du travail, en développant des systèmes de veille stratégique et en portant la gestion des talents à un niveau global.

Ces quatre priorités sont détaillées dans le rapport du groupe d'experts en 34 recommandations spécifiques. Leur mise en œuvre ne pourra avoir lieu sans une mobilisation et un engagement constant de la part des gouvernements, des autorités locales, des employeurs, des organismes d'éducation et de formation et de tous les individus.

Il s'agit là d'une vision ambitieuse. Mais il nous faudra impérativement la mettre en œuvre si nous souhaitons une Europe plus prospère au cours de la décennie à venir.

Le rapport du groupe d'experts est disponible à l'adresse suivante:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=822&lanGld=en>